

L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE

Numéro spécial
d'ESSAI
mardi 25 mars 1975

MOYEN-ORIENT

Halte aux ingérences des deux superpuissances

La diplomatie «des petits pas» de Kissinger au Moyen Orient vient d'échouer. C'est le chef de la diplomatie américaine lui-même qui l'a déclaré dimanche matin après avoir, pendant des mois, vanté la formule américaine comme «la plus rentable».

Mais les «bons offices» intéressés des impérialistes américains se sont heurtés au refus de l'Egypte de se laisser manœuvrer. Le sens de l'échec américain dépasse cependant ce seul aspect. Avec la fin de la «solution par étapes», c'est un round de la rivalité soviéto-américaine au Moyen Orient qui s'achève.

Il faut par conséquent s'attendre à une nouvelle phase dans la dispute des deux supergrands pour le contrôle de cette région stratégique.

Furieux des démarches américaines dans les capitales arabes, Brejnev avait proclamé que «l'URSS est pour la reprise dans les meilleurs délais de la conférence de Genève». Aussi le social-impérialisme russe, fortement dépité depuis quelques temps d'être écarté des «négociations», ne va-t-il pas manquer de préparer avec fébrilité la reprise de la conférence de Genève en multipliant ses pressions sur certains pays arabes et en tentant d'avancer ses pions.

Pourtant, si l'échec américain est par contre-coup un gain pour les soviétiques, il est loin d'avoir atteint ses fins : l'Egypte et d'autres pays arabes ont montré qu'ils ne sont pas dupes des manœuvres et des arrières-pensées soviétiques.

Quant à l'impérialisme américain, et à l'Etat sioniste d'Israël, ils n'ont pas l'air décidés à se rendre de bon cœur à une conférence où leur position ne serait pas si favorable. C'est pourquoi une reprise des combats ne doit pas être exclue.

Pour les peuples du Moyen Orient, il n'existera en réalité de solution véritable à la «tension» dans la région qu'avec la fin des ingérences des deux superpuissances, la restitution des territoires occupés à l'Egypte et à la Syrie et la disparition de l'Etat raciste sioniste remplacé par un Etat palestinien démocratique et laïque ou arabes et juifs seront égaux et libres.

C'est l'impérialisme qui a implanté un état agressif à sa solde au Moyen Orient pour maintenir, par la force, ses intérêts contre les peuples arabes.

C'est l'impérialisme et le social-impérialisme qui tirent profit de l'existence de cet état pour maintenir leur influence et leur présence au détriment des peuples de la région. C'est pourquoi il est impossible de compter sur la «bienveillance» des deux superpuissances pour régler la situation dans cette région (stratégique pour le contrôle de l'Europe) au profit des peuples.

La lutte des peuples arabes contre les deux superpuissances fait partie intégrante de la lutte du

tiers monde contre le premier monde impérialiste, et les peuples et pays du second monde, en particulier de l'Europe, sont directement concernés par la situation au Moyen Orient dont dépend en grande partie l'avenir de la situation en Europe. Aussi est-il indispensable que les peuples et pays d'Europe soutiennent et renforcent leurs liens avec les peuples et pays arabes pour la cessation de l'ingérence des supergrands et notamment la fin de la présence de leurs flottes de guerre en Méditerranée.

SAMEDI 22 MARS

Manifestation devant l'ambassade du Portugal



La tête du cortège

article page 3

Réception du FUNK

Judi soir a eu lieu à l'Hôtel Lutétia une réception organisée par le FUNK à l'occasion du 5ème anniversaire du début de la guerre patriotique du peuple du Cambodge contre l'agression américaine.

Une nombreuse assistance y a salué les représentants du FUNK en France et les a félicités des suc-

cès en cours qui préparent la proche victoire définitive du peuple khmer.

Notre journal était représenté par nos camarades Jacques Jurquet, Henri Jour, Camille Granot et Claude Lebrun.

**KODAK
VINCENNES**

**le P''C''F
viole
les statuts
de la CGT**

article page 4

Dans Phnom Penh encerclée ...

«Nous avons chars, canons et avions, mais nous perdrons la guerre ; le peuple ne nous soutient pas».

C'est l'avis d'un sergent de l'armée lonnolienne interviewé par le «New York Times» récemment.

Pourquoi cela ?

Parce que c'est le chaos dans les rangs des 7 traitres ; ils n'ont plus de territoire — 97 % du sol cambodgien a été libéré par les patriotes — ils n'ont plus d'hommes — 6 millions vivent dans la zone libérée ; ils n'ont plus de soldats : mutineries, désertions, ralliements au FUNK se multiplient en masse : le 16 février dernier 1 000 soldats lonnoliens se sont rendus dans l'île de Peam Reaing ! Et la population de la capitale s'oppose activement à l'enrôlement forcé sur les marchés, dans les cinémas et dans les rues. Parmi les traitres, c'est la curée pour englober l'aide U.S. : 60 % passent dans leurs poches au moins !

Jamais la vie n'a été si dure à la population de la capitale ; plus de fuel, de moins en moins d'électricité et d'eau. Le riz manque et coûte des sommes exorbi-

tantes : 30 dollars achètent à peine 40 kg de riz au marché noir ; le coût de la vie a triplé depuis le 11 février dernier ! Aussi les luttes de la population gagnent-

les américains et les traitres. Soldats mutilés, femmes de soldats, cyclo-pousseurs, élèves et étudiants prennent d'assaut les dépôts de riz et de sel, manifestent pour exiger le paiement de leurs subventions, s'opposent au «ra-cologie» des soldats.

On est loin de la fausse image que la télé et la presse voudraient donner de la capitale cambodgienne : à les entendre, le «malheur vient des roquettes du FUNK !» Mais peu à peu, ces menteurs baissent le ton car la réalité est trop forte : le peuple de Phnom Penh et les combattants qui encerclent la ville sont au coude à coude ; et le malheur vient au Cambodge depuis cinq ans des agresseurs U.S. et de leurs hommes locaux. Qu'ils s'en aillent, qu'ils capitulent sans condition : le peuple cambodgien y compris celui de Phnom Penh, saura régler seul ses affaires. C'est bientôt chose faite.

SUD-VIETNAM

Un appel entendu

Les choses vont vite au Sud Vietnam, ces derniers jours ; la clique de Thieu vient de perdre 1/4 de son territoire et prend coup sur coup. Depuis le 22 mars les patriotes sont maîtres d'une nouvelle province, celle de Quang Duc ; les forces de Thieu ont du se replier en plusieurs points autour de Saigon ; la situation est excellente pour les patriotes vietnamiens, qui ont entendu l'appel lancé par l'un de leurs dirigeants, Nguyễn Huu Tho, président du présidium du C.C. du Front National de Libération, lors du 25^{ème} anniversaire de la «Journée nationale contre l'impérialisme américain».

Ci-dessous un extrait de cet appel qui fait le point de la situation au Sud Vietnam.

«Le 19 mars 1950, un demi-million de saïs, nous ont envahi les rues pour manifester contre les navires de guerre U.S. qui venaient faire une visite de provocation à Saigon.

Obliger de signer l'accord de Paris, l'impérialisme américain ne renonce pas cependant à son ambition d'imposer à la population sud-vietnamienne son joug néo-colonialiste. C'est pourquoi, ces deux dernières années, il n'a cessé de saboter l'accord de Paris, d'encourager et de pousser la clique Nguyễn Van Thiệu à

faire de même, à poursuivre la guerre, accumulant d'innombrables crimes nouveaux contre le peuple vietnamien.

La population, le F.N.L. et le GRP de la RSVN ont toujours exécuté strictement l'accord de Paris, soucieux de voir se réaliser promptement la paix. Toutefois ils sont résolus à ne pas pardonner tout sabotage de l'accord par l'ennemi, tout recours à la force pour liquider les forces patriotiques et les conquêtes de la révolution. Aucune force, aucune manœuvre ne saurait empêcher la population sud-vietnamienne de se dresser contre la répression, l'exploitation, les tueries de la clique Nguyễn Van Thiệu fasciste et pour recouvrer son droit souverain, pour défendre sa vie et ses biens. Aucune force, aucune manœuvre ne saurait empêcher les combattants des forces armées populaires de libération de conjuguer leurs efforts avec leurs parents et proches dans les soulèvements. C'est un droit sacré de légitime défense de notre part que de prendre toutes les mesures appropriées pour défendre l'accord de Paris et les acquis de la révolution. Si nos forces armées et notre population ont déclenché ces derniers jours des soulèvements violents et des attaques impétueuses contre l'ennemi, c'est précisément pour réaliser ce droit légitime».

PREPARATIFS DE GUERRE EN EUROPE

L'armée social-impérialiste de Brejnev vient de procéder à de nouvelles manœuvres militaires sur son territoire européen. Signalant ces manœuvres le journal soviétique «Etoile rouge» a indiqué la semaine dernière que «les participants avaient fait preuve d'une haute compétence technique sur le champ d'opérations et accumulé l'expérience nécessaire en pratique».

Ces manœuvres ne sont pas des faits isolés ; les 3/4 des forces conventionnelles de l'URSS se trouvent en Europe et la plupart de son armement moderne ; l'année dernière, les maîtres de Moscou ont envoyé des dizaines de milliers d'hommes en renfort sur les postes avancés de l'Europe centrale.

Ce déploiement militaire constitue une menace à l'égard des pays européens, du nord au sud. Au nord : 45 % des bâtiments de guerre, 60 % des sous-marins. Au sud : sa flotte en Méditerranée, les menaces contre les pays balkaniques, la «patte social-impérialiste» dans tous les bouleversements intervenus dans la région, à Chypre comme au Portugal.

Les impérialistes américains quant à eux ne restent pas inactifs face aux sociaux-impérialistes russes : les 3/5 des forces U.S. outre mer sont déjà en Europe. Le Pentagone a annoncé en février que 71 % de leurs forces en Europe seront des forces de combat en 1977, (contre 62 % à l'heure actuelle).

Le secrétaire d'état U.S. Schlesinger parle sans détour à ce sujet : «Nous devons nous rappeler que l'enjeu, c'est l'Europe de l'ouest. Si celle-ci tombait aux mains des soviétiques, ce serait un désastre incommensurable pour les Etats Unis».

Dans son rapport présenté en février il a ajouté «qu'une force d'assaut puissante de l'Union Soviétique stationnait près du cœur de l'Europe occidentale. C'est pourquoi l'accent dans la répartition de nos (forces conventionnelles) a été mis sur l'Europe... La plupart de nos forces sont ou vont être orientées en fonction d'une guerre en Europe».

Voilà qui est clair ! Et clairement établie l'importance de l'enjeu européen.

Aussi significatives sont les déclarations inquiètes des officiels U.S. quant à la situation au Portugal : «elle menace la sécurité des Etats Unis» dit l'un, «c'est la crise la plus grave depuis la fin de la guerre mondiale». Et d'envisager un éventuel recours à la force. A coup sûr, dans le cadre de la rivalité USA-URSS, le Portugal est un véritable baril de poudre.

Que ceux qui croient de bonne foi à la «détente» ouvrent les yeux ; qu'ils réfléchissent à ces faits et à ces déclarations.

Les deux superpuissances n'organisent pas la «détente» et la «paix» elles courent à la guerre. Il est grand temps de nous y préparer.

CONFERENCES INTERNATIONALES

ONUDI : la conférence de l'ONU sur le développement industriel pour ses travaux. Les représentants du Sri Lanka, de Yougoslavie, de Bolivie et d'autres pays du Tiers Monde ont appelé à établir un nouvel ordre économique et social, juste et équitable ; s'inspirant de la «déclaration des 77», ils ont insisté sur le développement autonome de leur industrie, et leur solidarité mutuelle. La délégation irlandaise représentant la CEE a exprimé son accord sur plusieurs points avec le projet des 77. Par contre, USA et URSS développent leurs positions de superpuissances, le délégué U.S. a insisté sur «l'interdépendance entre pays développés et pays sous-développés» et sur la «nécessaire sécurité» des investissements étrangers dans le Tiers Monde ! Quant au délégué soviétique, il entend que

l'ONUDI soit compétente en «matière d'utilisation des ressources naturelles» ce qui est pourtant du ressort de chaque pays !

GENEVE : la 3^{ème} session de la conférence de l'ONU sur le droit de la mer s'est ouverte à Genève. Elle examinera directement les problèmes substantiels des textes élaborés à Caracas, surtout ceux sur la mer territoriale, la zone économique exclusive les détroits à usage de la navigation internationale, le régime et le mécanisme du fond de la mer, la protection de l'environnement maritime et les recherches scientifiques, la pêche et l'exploitation et l'utilisation des ressources du lit de la mer et du fond de l'océan.

De nouvelles batailles contre les superpuissances en perspective.

COMMANDEZ DIFFUSEZ

Le numéro spécial Cambodge de l'Humanité rouge bi-mensuelle. A paraître le 3 avril.

Parmi les articles :
Un interview de M. Chau Seng, membre du Bureau Politique du F.UNK.

Manifestation devant l'ambassade du Portugal

COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'appel de l'Humanité rouge, plusieurs centaines de Communistes marxistes-léninistes de France se sont rassemblés samedi à 17 h 30 à la porte Dauphine et se sont rendus en cortège jusqu'aux abords de l'Ambassade du Portugal que protégeaient d'importantes forces de police.

Pendant qu'une délégation était reçue par l'Ambassadeur du Portugal en personne, les manifestants bloqués face aux gardes mobiles, scandaient

durant une demi-heure différents mots d'ordre :

— Le social-fascisme ne passera pas !

— MRPP, ADC, non à l'interdiction !

— Ni Washington, ni Moscou, indépendance nationale !

— Marchais, Cunhal, agents du social-impérialisme russe !

— Social-impérialisme russe, hors du Portugal !

— A bas les deux superpuissances, indépendance nationale !

Une motion a été remise à l'Ambassadeur faisant état de l'indignation de la classe ouvrière et du peuple de France devant les mesures anti-démocratiques prises au Portugal à l'encontre de formations politiques légales comme le Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat et l'Alliance Ouvrière et Paysanne.

L'Ambassadeur s'est engagé à transmettre cette motion à son gouvernement.

Après un bref compte-rendu de cette délégation, les manifestants se sont dispersés au chant de l'Internationale.

MOTION ADRESSEE A L'AMBASSADEUR

DU PORTUGAL

Au nom des Communistes marxistes-léninistes de France, nous vous informons de l'indignation profonde soulevée dans de larges rangs de la classe ouvrière et du peuple de France par les mesures antidémocratiques prises dans votre pays contre des formations politiques légales, et particulièrement contre le Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat et contre l'Alliance Ouvrière et Paysanne.

Nous avons connu des militants portugais en France se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-Mao Tsé-toung à l'époque de la dictature fasciste de Salazar-Caetano. Le fait que ces mêmes militants ouvriers soient aujourd'hui contraints à l'illégalité et poursuivis par le gouvernement et le pouvoir en place prouve qu'à une dictature de droite se trouve substitué une dictature prétendue de gauche, qu'au fascisme se trouve substitué un social-fascisme du même type que ceux qui sévissent dans les pays d'Europe de l'est, dominés et

exploités par le social-impérialisme russe.

Au nom de l'internationalisme prolétarien, nous élevons une solennelle protestation contre ces faits imposés par le Parti prétendu communiste du Portugal, qui, dans votre pays comme son homologue en France, n'est autre que le serviteur des intérêts du social-impérialisme russe.

Nous sommes convaincus que la classe ouvrière et le peuple portugais sauront en définitive rejeter l'exploitation et l'oppression de la nouvelle bourgeoisie révisionniste et s'édifieront un Portugal véritablement démocratique, prolétarien et indépendant.

LE SOCIAL-FASCISME A L'OEUVRE

Dans un communiqué, le MRPP annonce que depuis le 16 mars vingt-quatre de ses militants ont été emprisonnés pour avoir dénoncé les manœuvres du révisionnisme au Portugal.

Chaque jour qui passe met ainsi plus en lumière la nature fasciste du parti de Cunhal et sa volonté de faire taire la voix des révolutionnaires portugais.

GUADELOUPE

La situation s'aggrave

En Guadeloupe, la récolte de la canne à sucre n'a pas démarré. Depuis le 24 février, l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe (UGTG) a demandé aux ouvriers agricoles de ne pas couper la canne et aux ouvriers des sucreries d'engager des actions de masse afin de faire aboutir leurs revendications respectives. A la même date, l'Union des Paysans Pauvres de la Guadeloupe (UPG) invitait les petits planteurs et les colons partiaires à ne pas livrer leurs cannes aux usines.

L'UGTC réclame pour les ouvriers :

— Une augmentation de 5 % sur tous les salaires ;

— Un accord du patronat sur le principe de la parité du salaire de base en agriculture et en industrie ;

— L'établissement de la semaine de 40 heures en agriculture ;

— La suppression du SMAG ;

— La mise en place d'une commission chargée de discuter des modalités d'applications de ce principe.

En effet, les capitalistes usiniers veulent faire démarrer la récolte sans accorder la plus petite augmentation. Ils veulent imposer aux ouvriers un salaire de misère : dans l'agriculture 37,07 F par journée pour l'attacheuse et 40,89 F pour le coupeur ; dans l'industrie 5,54 F par

heure pour les ouvriers. Ils prétextent sans honte qu'ils n'ont pas assez d'argent pour accorder des augmentations. Le SMAG qui depuis longtemps a été supprimé en France est maintenu en Guadeloupe et permet aux capitalistes de payer aux ouvriers agricoles un salaire au-dessous du minimum vital.

L'UPG réclame pour les petits planteurs et colons partiaires :

— Le paiement du prix définitif de la tonne de canne 1974 sur la base de 100,00 F minimum ;

— La fixation d'un prix minimum de la tonne de canne 1975 à 110,00 F (pour une richesse de 6 à 9) ;

— Paiement du prix total des cannes livrées à chaque quatorzaine.

Les capitalistes parlent de faire démarrer la campagne sucrière de 1975 alors que le prix des cannes coupées en 1974 n'est pas encore payé. Selon le préfet, le prix de la tonne de canne pour 1974 serait de l'ordre de 80 F pour une richesse de 9. Or, le prix de revient de la tonne en 1974 est de 95 F, ce qui implique pour chaque planteur une perte nette de plus de 20 F par tonne. Pour 1975, le prix de revient d'une tonne de canne sera de 133 F, or le préfet veut faire croire à tout le monde que pour cette année, le prix de 101,84 F

par tonne de richesse 9 est un prix minimum garanti. L'UPG réclame un prix minimum garanti sur la base du coût de production il n'est pas normal que le paysan travaille pour s'endetter.

Voilà pourquoi les ouvriers agricoles refusent de couper la canne. Voilà pourquoi les paysans refusent de livrer la canne.

Les capitalistes français refusent de payer un centime de plus. Ils utilisent tous les moyens pour tenter de faire démarrer la récolte. Ils recrutent des briseurs de grève qu'ils vont jusqu'à payer 100 F par jour et amènent au travail forcé sous la surveillance des képis-rouges et des gendarmes. Pour un briseur de grève, il y a en moyenne 5 képis-rouges.

Mais rien n'y fait. Pour que la récolte démarre, il faut que les paysans et les ouvriers agricoles le décident. Leur détermination est grande ; ils n'ont pas l'intention de cesser la lutte. Ils comptent aussi sur le soutien des autres peuples du monde.

C'est pourquoi nous appelons tous les anti-impérialistes, tous les amis du peuple guadeloupéen à faire connaître la situation réelle et à se préparer à soutenir politiquement et matériellement la lutte des travailleurs guadeloupéens.

Le comité exécutif de l'AGEG (Association Générale des Etudiants Guadeloupéens).

IL FAUT QUE LES TUEURS SOIENT CHATIÉS

Mohamed Laid Moussa est mort. Assassiné par des tueurs racistes, des ennemis des peuples arabes, des ennemis de la coopération entre la France et l'Algérie des ennemis de l'indépendance nationale en France.

Ce n'est pas un hasard si ce crime ignoble a eu lieu quelques temps avant que Giscard se rende en Algérie. Les tueurs ont la volonté de saboter les rapports entre la France et l'Algérie. Ils veulent empêcher que la France resserre ses liens avec le Tiers Monde et que se consolide ainsi le front uni mondial contre les deux superpuissances. Les tueurs doivent être châtiés avec la plus grande vigueur. Pour manifester, sa volonté de coopération avec l'Algérie, le gouvernement doit arrêter et condamner durement les coupables. S'il s'en donne les moyens il le peut. On connaît cette organisation raciste baptisée «France-libre» qui déclarait récemment «qu'elle se réservait le droit de frapper violemment dans les prochains jours à Marseille». Le peuple algérien et le peuple français exigent le châtiement de ces monstres.

L'Humanité rouge a adressé plusieurs messages à différentes organisations et journaux algériens pour leur faire part de son indignation devant l'assassinat de Mohamed Laid Moussa et exprimer son entière solidarité avec nos frères algériens et sa détermination à exiger le châtiement des assassins.

